



Monsieur le Président de la République de Madagascar,

Monsieur le Premier ministre,

Madame la ministre des Affaires étrangères et
présidente du Conseil de la Commission de l'océan
Indien,

Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et
représentants du Corps diplomatique,

Monsieur le Président directeur général du Centre de
coopération internationale en recherche agronomique
pour le développement (CIRAD),

Mesdames et Messieurs les représentants des Bailleurs,
des organismes partenaires et du secteur privé,

Monsieur le président de l'Union des Chambres de
commerce et d'industrie de l'océan Indien,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

En participant ce matin à l'ouverture de cette Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire, j'ai le sentiment de participer à la fin d'un cycle, et à l'inauguration d'un nouveau, prometteur et enthousiasmant tant pour Madagascar que pour toute la région.

Cette Conférence clôt, en effet, une époque marquée par le souci de répondre aux urgences issues du processus politique de sortie de crise de Madagascar. Grâce aux efforts conjoints du peuple malgache, de ses dirigeants, de la communauté internationale et de la COI, la Grande Ile a retrouvé au début de l'an dernier la stabilité institutionnelle, préalable indispensable à tout processus de renouveau économique et social. J'ai été heureux personnellement d'y apporter ma pierre.

Nous continuons à suivre avec la plus grande attention l'évolution d'une situation qui n'a pas encore réalisé toutes les attentes des Malgaches. La crise a été longue. Il faudra du temps pour la résorber. Mais nous savons que vous-même, Monsieur le président de la République, et votre équipe gouvernementale redynamisée, êtes totalement engagés et déterminés.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, notre Conférence doit marquer le début d'une nouvelle ère de coopération, basée sur le temps des projets, des réalisations et de la rationalisation de notre modèle de développement régional. C'est une promesse que nous avons faite au sein du Groupe International de Contact et que nous honorons aujourd'hui quand ce Groupe

s'est transformé, à notre initiative, en Groupe international de soutien à Madagascar.

Au cœur de la matrice complexe du développement régional, surgit naturellement la question de la sécurité alimentaire. Donner à manger à nos populations, couvrir ses besoins alimentaires, résorber les déséquilibres nutritionnels et créer de nouveaux circuits de commercialisation intra-régionaux favorisant la croissance et l'emploi, voilà les objectifs qui nous réunissent aujourd'hui à Antananarivo.

Le choix de Madagascar s'impose. Chacun le comprend en regardant la carte de la région, l'alimentation de nos pays ne peut être dissociée de cette île immense et généreuse qui représente plus de 90 Pour Cent des terres arables de toute l'Indianocéanie.

De là naît un double défi : Madagascar doit donner l'impulsion nécessaire à son secteur agricole et piscicole pour mettre fin à l'insécurité alimentaire qui taraude sa population et qui s'exprime notamment par des chiffres inquiétants de malnutrition. Trop d'enfants malgaches pâtissent de troubles sérieux liés à une alimentation déséquilibrée ou insuffisante, notamment en protéines.

Nous devons, d'autre part, créer les conditions de notre souveraineté alimentaire à l'échelle de l'Indianocéanie grâce à une Grande Ile capable, enfin, d'honorer sa vocation de « Grenier de l'océan Indien ».

Pouvons-nous, en effet, nous satisfaire d'importer d'Europe, d'Amérique latine ou d'Asie ce que nous pourrions produire nous-même ? Aux Comores, à

Maurice, à La Réunion et aux Seychelles, le riz, aliment de base de nos populations, provient aujourd'hui d'Asie alors qu'à une époque suffisamment proche pour que nombre de mes compatriotes en aient gardé mémoire, les Mauriciens se régalaient avec le riz Perle de Madagascar. Ici même, à Madagascar, d'importantes quantités de cet aliment sont importées même si, on ne le souligne pas assez, la Grande Ile est le pays de la région qui a le plus fort taux d'autosuffisance alimentaire. Je reviens des Seychelles qui importent leurs poulets du Brésil. La liste est longue de nos importations venues de tous les coins de la planète et qui se chiffrent à 1,5 million de tonnes pour un montant de 1,5 milliard d'euros.

Cette situation est évidemment inacceptable, mais heureusement réversible. Pour cela il nous faut agir sur tous les goulets d'étranglement de la production, de la transformation et de la commercialisation des denrées agricoles. C'est à cette fin que la COI propose aujourd'hui à la communauté des bailleurs de s'impliquer dans 10 projets concrets, territorialisés, chiffrés, ciblant des filières stratégiques.

C'est un concept innovant et une manière pragmatique d'avancer. Nous n'avons pas voulu lancer ici un énième appel à la générosité internationale. Nous avons cherché, au contraire, à proposer un contrat à nos partenaires bailleurs basé sur une exigence de résultat, de transparence mais aussi de visibilité pour ceux qui nous accompagneront dans cette démarche.

Pour autant, il serait peine perdu de prétendre construire la sécurité alimentaire de notre grande région en nous focalisant exclusivement sur la question agricole. C'est pourquoi, notre ambition, à la COI, est de proposer dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) des projets d'infrastructure qui profitent réellement à l'ensemble de la région et ont un effet d'entraînement sur sa croissance. L'acceptation de ces projets régionaux d'infrastructures et notamment de cabotage conditionne notre capacité collective à transformer effectivement l'essai pour une sécurité alimentaire créatrice d'emplois et de richesse durables.

C'est dans ce contexte que les 10 projets qui vous seront présentés aujourd'hui et demain prennent leur sens. Il s'agit d'accroissement de la production agricole et piscicole, de renforcement des filières commerciales, de formation, de normes phytosanitaires et de capacités de stockage et d'exportation.

Ces projets - arrêtés en concertation avec le gouvernement malgache et notre partenaire technique, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) - que je remercie chaleureusement pour son implication - répondent à tous les aspects du défi alimentaire et agricole.

Je sais que plusieurs bailleurs travaillent sur ces mêmes problématiques. Je pense au Fonds international d'aide à l'agriculture (FIDA), à l'Agence française de développement (AFD), à la Banque africaine de développement. Je pense, bien entendu, à l'Union

européenne qui, en plus de son appui bilatéral à Madagascar, a déjà donné son accord de principe pour un programme de sécurité alimentaire régionale de la COI doté de 18 millions d'Euros provenant des ressources du 11^{ème} Fonds Européen de Développement. L'accord sera signé le 4 juin prochain à Bruxelles.

Mesdames et Messieurs les représentants des institutions multilatérales et bilatérales de développement, nous savons pouvoir compter sur votre engagement concret pour créer cette dynamique et redonner ainsi à Madagascar et à notre région le droit à une authentique souveraineté alimentaire.

Quant à la COI, elle a la conviction de répondre à travers cette initiative à l'intérêt général de l'Indianocéanie en initiant un cercle vertueux d'autosuffisance, de croissance et de développement. Les conditions du succès sont maintenant réunies. A nous tous de nous en saisir !

Je vous en remercie.